

✕ « Vous pouvez aider les gens, ça fait beaucoup de bien ! » ✕

Mustapha Harzoune

DANS **HOMMES & MIGRATIONS** 2017/2-3 n° 1317-1318 , PAGES 186 À 190

ÉDITIONS **MUSÉE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION**

ISSN 1142-852X

ISBN 9782919040384

DOI 10.4000/hommesmigrations.3924

Date de mise en ligne : 19/09/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-hommes-et-migrations-2017-2-page-186?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Musée de l'histoire de l'immigration.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

« Vous pouvez aider les gens, ça fait beaucoup de bien ! »

Mustapha Harzoune



Édition électronique

URL : <http://hommesmigrations.revues.org/3924>
ISSN : 2262-3353

Éditeur

Cité nationale de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2017
Pagination : 186-190
ISBN : 978-2-919040-38-4
ISSN : 1142-852X

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « « Vous pouvez aider les gens, ça fait beaucoup de bien ! » », *Hommes et migrations* [En ligne], 1317-1318 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2017, consulté le 11 septembre 2017.
URL : <http://hommesmigrations.revues.org/3924>

KIOSQUE

« VOUS POUVEZ AIDER LES GENS, ÇA FAIT BEAUCOUP DE BIEN ! »

MUSTAPHA HARZOUNE

Les démagogues et autres essentialistes ne louent qu'une France, celle qu'ils enferment dans un bocal de formol. Éternelle et anhistorique, chrétienne dans son fondement, française dans son expression, incarnée par une Marianne sans faille dans sa défense de l'opprimé (liberté), du faible (égalité) du frère en humanité (fraternité) ; une France messianique offrant au monde impatient son universel message. Qu'importe si l'Histoire ne retrouve pas ses petits, l'image d'Épinal est brandie telle une icône sacrée. Non pour la partager, la rendre désirable, avec celui qui arrive, l'immigré, réfugié ou non, mais pour l'imposer. En faire une ligne de démarcation. Un point de contrôle. Une France du soupçon, de la peur et de l'inquisition qui classe entre désirables et indésirables au nom d'une pureté non plus ouvertement ethnique ou raciale, mais culturelle ou identitaire. C'est ainsi et pas autrement ! Il faut rentrer dans le rang. Les couleurs et les ressources du pays sont remises dans un vieux et triste coffre, avec des pans entiers de Montaigne, de Rabelais ou Molière, de Victor Hugo, de Renan ou de Gide... Pourtant, à propos de *L'Histoire mondiale de la France* (Seuil) dirigé par Patrick Boucheron, *Libération* titre le 10 janvier 2017 : « *Une autre histoire de France est possible.* » Et de citer l'historienne Claire

Zalc : « *L'histoire est faite par des hommes et femmes de leur temps qui posent au passé les questions du présent. Il faut arrêter de penser qu'il existe un récit établi une fois pour toutes. Jeanne d'Arc, même si elle a bien sûr existé, est aussi une "invention" de la III^e République.* » Et, pour l'essentiel, il reste à « *trouver quelque chose de pas indigne, qui dise notre manière d'être ensemble. C'est l'histoire de la France à venir* », dicit Patrick Boucheron.

Mais « nos » démagogues se gaussent du vivre ensemble et, à la France à venir, préfèrent la France arrivée – et même en retard. Alors on afflige le métèque. Ou celui qui en a la face, futil, comme souvent, franchouillard, bon vivant, insouciant et... patriote ! D'un patriotisme qui se refuse à la guerre des couleurs. Les milices de la pensée commencent par désigner du doigt le bouc émissaire, avant de botter le fondement de tout à chacun (de la nécessité de relire *la célèbre leçon* du pasteur Martin Niemöller). Une pensée unique et rabougrie prétend incarner le pays. Le réduire ! Le réduire à son inhospitalité quand ce n'est pas à son hostilité musclée envers l'étranger. Une France qui éteindrait les Lumières. *Black out.*

Pourtant, la France bouge. Par sa langue notamment – même si « *le niveau en orthographe*

des écoliers français plonge » (*Le Monde*, 9 novembre) et que son école reste marquée par les déterminismes sociaux, selon l'enquête Pisa (*Le Monde*, 7 décembre). Celles et ceux qui, selon la formule de François Jullien, portent et défendent la langue française, activant cette « ressource » commune, se nomment Leïla Slimani, Gaël Faye, Négar Djavadi, Nathacha Appanah, Ali Zamir, Nina Yargekov... Ils forment cette « nouvelle vague d'auteurs venus d'ailleurs [qui] s'impose sur la scène littéraire française » (*L'Express*, 18 décembre 2016). Car, « malgré l'abrutissement programmé des populations, malgré la pléthore des divertissements virtuels, malgré l'arrivée des gouvernants qui revendiquent, avec une arrogance éhontée, leur inculture », la « haute conception de la parole littéraire est toujours vivante sur la terre de France », dicit un autre métèque, Andreï Makine, lors de son discours de réception à l'Académie française, le 15 décembre.

Certains de ces « arrogants incultes » prétendent – dans une langue grossière, souillée d'« étrons » (ceux dont parle Alexis Jenni) – faire entrer les Français, de branche comme de souche, dans un vieux moule étroit, rubigineux, en substituant au triptyque républicain, un triptyque aux relents de révolution nationale et d'idéologie coloniale.

La France bouge encore. Et des Français refusent d'entrer dans la petite boîte noire des apprentis sorciers de la peur. De multiples « énergies hospitalières » (Michel Agier) se mobilisent pour faire vivre une autre « ressource » française : solidarité de terrain, disponibilité pour celui qui est dans le besoin, inventivité de l'accueil, esquisses de politiques nationales et locales migratoires plus efficaces et plus humaines, histoire d'en finir avec le fiasco des politiques – et des programmes – rabâchés, histoire de se détourner d'un horizon d'affrontements.

« Énergies hospitalières »

À Grenoble, l'association Accueil demandeurs d'asile a créé, depuis un an, un programme d'hébergement tournant des demandeurs d'asile, permettant « une socialisation accélérée » des migrants et pour les accueillants d'en apprendre « beaucoup au contact d'une autre culture et sur la complexité du système de demande d'asile » (*Le Monde*, 17 octobre). À La Mure (Isère), petite ville de 5 000 habitants, le Collectif d'accueil des réfugiés en Matheysine « a mis en place le même système d'hébergement "glissant" : chaque famille accueille un migrant pendant quinze jours, avant qu'une autre prenne le relais ». Ainsi les accueillants « savent exactement sur combien de temps ils s'engagent ». Cette hospitalité s'inscrit aussi dans l'histoire et les valeurs du pays. Pour « Jacqueline Zanichelli, 84 ans, c'est une histoire de famille : ses grands-parents ont accueilli des immigrés italiens dans les années 1930, ses parents ont caché des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. "Donc, pour moi, ça ne pouvait pas être autrement." Catherine Frier, enseignante de 54 ans, évoque plutôt un questionnement intérieur : "Je me suis toujours demandé comment je pourrais raconter qu'en 2016 des gens se noyaient aux portes de l'Europe et qu'on n'a rien fait." "À 20 ans, je voulais changer le monde, à 45, j'ai compris qu'il était plus efficace d'agir à mon échelle", dit Gaëlle Poncet. » En Auvergne Rhône-Alpes, le 23 octobre, « 2 000 personnes ont gravi [...] le Mont Mézenc, lieu traditionnel des rentrées médiatiques de Laurent Wauquiez, pour dénoncer le refus de ce dernier d'accueillir des migrants dans sa région ». La page Facebook de « L'Appel du Mézenc » rappelle que « le Mont Mézenc domine le plateau du même nom où, durant l'Occupa-

KIOSQUE

tion, en offrant asile et protection à des Juifs en proie aux persécutions, de nombreux habitants s'illustrèrent », soulignant que « tout un village [ndlr : Le Chambon-sur-Lignon, dont la mère de M. Wauquiez est maire] s'est vu décerner le titre de "Juste parmi les Nations" pour avoir protégé des Juifs pendant la guerre » (Le Progrès, 23 octobre).

Dans la vallée de la Roya, des habitants se mobilisent pour aider, convoyer ou héberger des réfugiés en situation de détresse, jusqu'à prendre l'initiative de créer un centre d'accueil pour les réfugiés en transit dans un bâtiment de la SNCF de Saint-Dalmas-de-Tende en expliquant que « suite à la fermeture des frontières par la France, notamment celle de Menton, la vallée de la Roya connaît un afflux sans précédent de réfugiés en détresse, [...] dans des conditions sanitaires déplorable. Sans réponse des pouvoirs publics [...] qui fuient leurs responsabilités, le collectif a pris la décision d'ouvrir un lieu d'accueil humanitaire de transit dès ce soir » (Politis, 18 octobre). Trois jours plus tard, les autorités ont mis le holà.

« Ces villageois solidaires sont jeunes ou vieux, avocats, étudiants, infirmiers, agriculteurs, professeurs, retraités, comédiens... » « L'hospitalité s'est accrue dans les années 1950 car, quelques années auparavant, pendant la guerre, les habitants ont fui à Turin où ils ont été très bien accueillis. À leur retour, ils ont gardé cette habitude d'hospitalité », estime Georges, retraité de l'enseignement. Françoise, qui accueillera 19 migrants et trouve « insupportable l'abandon et le mépris des pouvoirs publics », a décidé d'agir parce qu'« à un moment, il est de notre devoir de désobéir » (Libération, 21 novembre). « Il y a des choses que non », dit la poétesse Claude Ber.

Certains, comme Cédric Herrou ou Pierre-Alain Mannoni, se sont retrouvés devant la justice

encourant une peine de cinq ans de prison et 30 000 euros d'amende (article 622-1 du Ceseda). Le tribunal correctionnel de Nice a relaxé Pierre-Alain Mannoni, estimant qu'en convoyant trois Érythréennes il avait agi « pour préserver leur dignité ». La loi prévoit, depuis 2012, l'immunité pour les passeurs qui ne sont pas rétribués et qui agissent si la vie des personnes recueillies est jugée en péril. « Aujourd'hui en France, sachez-le, on a le droit d'héberger, on a le droit de nourrir, on a le droit de sauver des gens qui sont dans la détresse, on a le droit de les transporter chez soi lorsque les conditions sont nécessaires pour préserver leur dignité et leur intégrité physique », a réagi à sa sortie du Palais de justice Pierre-Alain Mannoni : « Vous pouvez aider les gens, et je vous le recommande, ça fait beaucoup de bien ! » (TV5 Monde, 6 janvier).

À Cancale, « un collectif de bénévoles, actifs et discrets, s'attache à accompagner les migrants en provenance de la "jungle" de Calais et de passage dans le centre d'accueil et d'orientation du petit port breton » (Le Monde, 8 décembre).

En Bretagne, des villages « se mobilisent pour accueillir des migrants syriens, irakiens et afghans. Par endroits, les logements disponibles demeurent vides » titre Le Monde (9 mars). « Mercredi 1^{er} mars, Pierre Plouzenec, le maire de Plouzévet, village à mi-chemin entre Quimper et la pointe du Raz, vient de récupérer un logement et le met illico à disposition de réfugiés. [...] Son enthousiasme fait écho à celui des villes de Carhaix et Plougastel-Daoulas qui, bien qu'accueillant déjà des réfugiés, se disent prêtes à "faire plus". Pendant que le premier magistrat de Plobannalec-Lesconil s'inquiète, lui, des délais d'attente pour la venue de "sa" famille ». Et d'expliquer que « si, en Bretagne, l'accueil fait boule de neige », c'est qu'il est coordonné en amont, notamment par Jean-Jacques Brot, « le préfet des réfugiés ».

Bugeat, en Corrèze, est prêt à accueillir Esteer Gabriel, une heptathlète née à Khartoum il y a dix-huit ans. Réfugiée en Israël avec sa famille depuis 2010, « leur présence et celle de plus de 40 000 autres migrants africains n'ont jamais été acceptées par les autorités israéliennes, qui les poussent au départ. La France s'est proposée de les "réinstaller" et Bugeat, de les accueillir ». Ainsi, « le village poursuit sa longue tradition d'accueil. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a hébergé des familles belges, juives et d'autres du nord de la France qui fuyaient le nazisme ». « C'est très important pour moi d'accueillir ces migrants, explique Liliane Ortin, une paroissienne aujourd'hui retraitée. Quand j'étais à l'école, il y avait des affiches pour prôner le bon comportement et sur lesquelles on pouvait lire "Qui vole un œuf vole un bœuf" ou "On doit toujours prendre soin d'un plus petit que soi". Ces phrases ont accompagné ma vie. Même si j'ai de faibles moyens, ma porte sera toujours ouverte pour cette famille. Et tout le monde devrait faire pareil ! » (Le Monde, 10 mars).

À Cognac, Croisilles (Pas-de-Calais), Beaucé (Ille-et-Vilaine), Mignaloux-Beauvoir (Vienne), des Français se sont mobilisés pour accueillir des réfugiés (buzzfeed.com, 25 octobre). Le 9 février, place de la République à Paris, le collectif Délinquants solidaires organisait un rassemblement pour dénoncer le délit de solidarité. Parmi les orateurs, Georges Gumpel, de l'Union juive française pour la paix, déclarait : « "En 1942, c'est dans une petite carriole, caché sous des fagots, que j'ai passé la ligne de démarcation [...] grâce à un conducteur de locomotive solidaire. En 1943, on me cachait dans un couvent, quand il y avait de grands dangers." Il rappelle ainsi les multiples formes de solidarité qui lui ont sauvé la vie. Et ce jusqu'à la fin de la guerre, grâce à une famille pauvre d'un petit village de Haute-Loire. Il regrette aujourd'hui le vocabu-

laire employé pour parler des réfugiés, qui lui rappelle des heures sombres de l'histoire : "On retrouve des mots identiques à la période de 1938, où on parlait des Juifs en surnombre dans l'économie française." » (Bondyblog, 10 février).



Quand l'exemple vient d'ailleurs

En matière d'accueil et de solidarité, la France messianique perdrait-elle de son lustre quand d'autres, ailleurs, accueillent et innove ? Ainsi, pour Constança Urbano de Sousa, ministre de l'Intérieur portugaise, « l'accueil n'est pas un choix, mais une obligation juridique, morale, civilisationnelle. On ne peut pas oublier que le droit international des réfugiés est né pour aider les Européens après la Seconde Guerre mondiale. Pour protéger nos grands-parents, nos parents ». Et de rappeler que « dans les années 1950, 200 000 Hongrois (fuyant le communisme) ont obtenu refuge ailleurs. Eux aussi ont profité de ce devoir humanitaire, valeur fondatrice de l'Europe » (Ouest-France, 8 octobre). Pour Leoluca Orlando, le maire de Palerme, « nous n'avons pas d'autre alternative que d'accueillir les migrants. Les gens qui me disent "Vous êtes fou !", je leur réponds : "Non, je ne suis pas fou, je pense au futur !" [...] L'accueil est la plus puissante arme pour la sécurité. Par exemple, je dialogue avec la communauté musulmane pour intégrer au mieux les plus radicaux qui arrivent dans la ville. Les musulmans qui vivent en banlieue parisienne parlent-ils avec leur maire ? Est-ce qu'il les intègre dans une représentation politique ? C'est la marginalisation, l'ostracisme, qui sont un problème » (Le Monde, 11 octobre).

En Calabre, des villages renaissent avec l'arrivée et l'accueil de migrants, comme Riace (Le Magazine de la rédaction, France culture, 8 février), Camini ou Acquaformosa (L'Humanité.fr, 19 octobre).

KIOSQUE

À Barcelone, le 18 février, 160 000 à 500 000 manifestants, selon les organisateurs, ont réclamé l'accueil des milliers de réfugiés que l'Espagne s'était engagée à recevoir dès 2015 avec pour slogans, « Casa nostra, Casa vostras » – « Cette maison est la nôtre, elle est aussi la vôtre » –, « Basta excuses, acojamos ya » – « Cela suffit les excuses, il est temps d'accueillir » (RFI, 18 février). Le 19 octobre, « à Bruxelles, des dizaines de maires européens se sont réunis pour critiquer l'attitude de l'Union européenne et des États pour leur lâcheté face à la crise des réfugiés. À cette déroute de l'UE, ils opposent leurs multiples expériences pour accueillir les migrants seul remède selon eux, pour faire barrage à la xénophobie et au racisme ». Parmi eux, Spiros Galinos, maire de Lesbos, David Llistar, de la municipalité de Barcelone, Ann Margharete Livh, maire adjointe de Stockholm, Olivier Caremelle directeur de cabinet du maire de Grande-Synthe (Hauts-de-France) qui a pointé « la défaillance des États dans la crise migratoire, et face à cette situation, l'importance de la réponse locale ». Madrid, Gand, Valence, Thessalonique, Saragosse, Paris, Irun... autant de villes qui commencent à « faire entendre leurs voix et à prendre conscience de leur force parce que, comme l'explique le député européen Vert Ernest Urtasun (Espagne) : « La ville est le premier niveau d'accueil des migrants quand l'État est incapable de réagir » (L'Humanité, 20 octobre).

Une autre politique migratoire ?

Avant d'envisager une autre politique migratoire, « il faut, dit François Gemenne, commencer par accepter que les migrations sont une donnée permanente du monde actuel, et pas seulement le résultat d'une crise. L'enjeu n'est pas de lutter contre les migrations, mais de les organiser ». Et la députée européenne Marie-Christine Vergiat demande qu'en matière de sauvetage en mer, de regroupement familial, d'asile..., on commence par « appliquer le droit international tel qu'il est » (bastamag.net, 21 novembre).

Outre la nécessité de réformer le règlement Dublin pour ne pas laisser l'Italie et à la Grèce supporter seules le poids des demandes d'asile, outre l'instauration de visas humanitaires (comme le Canada) ou faciliter les mobilités, notamment par une libéralisation des visas, il faudrait impliquer davantage les municipalités. En particulier celles qui ont fait le choix de l'hospitalité, en créant des « réseaux de communes » et de villes solidaires comme *Rete dei Comuni Solidali* en Italie qui réunit plus de 250 municipalités. Autre piste en relation directe avec la précédente : « autoriser aux collectivités, voire aux ONG, un accès direct [sans passer par les États] aux fonds européens consacrés aux migrations pour financer leurs projets d'accueil ». ■